

ÉLÉMENTS POUR UN BILAN... ET PROPOSITIONS POUR LA SUITE

À la veille des congés en région parisienne, il est temps de faire un premier bilan du mouvement lycéen, pour analyser ses forces et ses faiblesses, en tirer des leçons et essayer de tracer à partir de là une perspective correcte pour l'avenir, c'est-à-dire... pour gagner.

LES POINTS FORTS DU MOUVEMENT... MALGRÉ LA TRAHISON DE LA FIDL, DE L'UNL ET DES JC

Alors que les médias n'ont pas cessé, depuis le 15 mars, d'annoncer sa mort prochaine, le mouvement lycéen a déjoué tous les pronostics, surprenant tout le monde, repartant à chaque fois de plus belle... C'est la preuve de sa profondeur et de l'héroïsme de cette jeunesse scolarisée qui refuse de vivre couchée, de laisser un gouvernement illégitime piétiner son droit fondamental à l'éducation !

- Dans une première phase, de fin janvier au 15 mars, la force du mouvement lycéen s'était concrétisée dans des *manifestations nombreuses et puissantes*, rassemblant jusqu'à 200 000 lycéens. Cependant, **les dirigeants des « syndicats » lycéens FIDL et UNL (liés au PS) et ceux des JC (suppôts eux aussi de l'ex-« gauche plurielle » gouvernementale), qui convoquaient ces manifestations**, refusaient d'appeler à la grève, car en fait ils ne voulaient absolument pas en découdre avec le gouvernement, ni se battre réellement pour imposer par tous les moyens le retrait du projet Fillon : ils voulaient surtout *utiliser* le mouvement pour obtenir des « négociations » avec le ministre, pour se faire valoir, voire pour préparer ainsi leur propre carrière de politiciens.
- Dans une deuxième phase, après le 15 mars, ces dirigeants de la FIDL, de l'UNL et des JC ont purement et simplement *abandonné* le mouvement... *au moment même où il aurait fallu au contraire l'amplifier et le radicaliser, quelques jours avant le vote de la loi prévu au Parlement (24 mars) !* À partir de ce moment-là, les manifestations, qui se sont poursuivies, ont certes rassemblé moins de monde, mais **le mouvement lycéen s'est radicalisé, sa force nouvelle s'est concrétisée surtout par la multiplication des grèves et des « blocages » de lycées (piquets de grève), avec un record de 300 lycées touchés le 7 avril.** Le gouvernement a parfaitement pris la mesure du danger que représentait pour lui cette radicalisation du mouvement : il y a répondu par une répression policière féroce — tout en rouvrant habilement des « négociations » avec la FIDL et l'UNL qui, après avoir lâché les lycéens, acceptent de « dialoguer » en leur nom avec *Fillon-le-matraqueur* !

LES FAIBLESSES DU MOUVEMENT ET LA RESPONSABILITÉ DE LA « COORDINATION »

Mais la poursuite et la radicalisation du mouvement, la détermination héroïque de milliers et milliers de lycéens, n'ont pas permis d'imposer un rapport de forces suffisant pour gagner. Pourtant, comme l'expliquait la semaine dernière le SNES de l'académie de Créteil (qui appelait ce jour-là courageusement à la grève alors que le SNES national refusait de se joindre à cet appel), **de nombreux enseignants et personnels étaient prêts à rejoindre le mouvement... mais à condition que ce soit tous ensemble, avec leurs syndicats, et de façon réellement déterminée.** Soyons clairs : la responsabilité de cette situation n'incombe nullement aux enseignants, mais avant tout aux **dirigeants des syndicats (à commencer par ceux du puissant syndicat majoritaire, le SNES-FSU), qui ont laissé les lycéens isolés, refusant d'étendre le mouvement aux enseignants, s'opposant à tout véritable appel à la grève**, se contentant d'un soutien formel aux lycéens (avec un double langage et hypocrisie incroyable). — Néanmoins, il est vrai aussi que **les dirigeants du mouvement lycéen depuis le 15 mars, c'est-à-dire avant tout les dirigeants de la Coordination nationale lycéenne et notamment les camarades qui dirigent les JCR, ont bien sûr construit la mobilisation, mais ils n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités** : il faut le constater lucidement, le dire publiquement et ouvrir la discussion démocratique sur ce point au sein même du mouvement. En effet, les dirigeants de la Coordination nationale lycéenne, et notamment les JCR, ont commis des fautes graves, qui ont malheureusement contribué au fait que le mouvement n'a pas pu surmonter les obstacles majeurs qui s'opposent à lui :

- 1) Ils ont multiplié les actions gauchistes, vouées à l'échec, au lieu d'étendre le mouvement : **plutôt que de perdre du temps et de l'énergie avec des actions soi-disant « spectaculaires », ultraminoritaires, et plutôt que d'aller affronter vainement les CRS à 200-300, n'aurait-il pas été plus intelligent d'envoyer tous ces militants dévoués et courageux dans les lycées non mobilisés, pour convaincre le maximum de lycéens de rejoindre le vrai mouvement, celui de la grève, des blocages et des manif massives ?**
- 2) Ils ont toujours **refusé de construire la Coordination sur la base de délégués élus, mandatés et contrôlés par les AG dans chaque lycée.** En conséquence, les lycéens présents aux réunions des Coordinations ne représentent souvent qu'eux-mêmes, et ceux qui ne sont pas élus ont autant de voix que ceux qui sont mandatés par leur lycée, voire par tout un groupe de lycées de banlieue ou de province ! **Là encore, n'aurait-il pas fallu, ne faut-il pas structurer la Coordination de manière beaucoup plus démocratique ?** En fait, c'est l'une des conditions fondamentales pour que la Coordination qui dirige le mouvement soit à la fois réellement représentative et réellement efficace, pour qu'elle se fasse connaître et reconnaître par la *masse* des lycéens.
- 3) Enfin, **ils ont, à plusieurs reprises, bafoué le mandat qui leur avait été confié**, ce qui est très grave. C'est ainsi que la Coordination nationale du 27/03 avait décidé que serait envoyée dans les jours suivants une « *délégation massive de lycéens au siège national des syndicats enseignants, pour exiger qu'ils cessent de se contenter d'un 'soutien' purement formel à la grève lycéenne, et qu'ils appellent tous les enseignants et personnels à faire grève immédiatement, jusqu'au retrait de la loi Fillon ; les réponses reçues seront rendues publiques et, le cas échéant, dénoncées* » ; or cette proposition a été votée par la Coordination... mais ensuite elle n'a pas été mise en œuvre par ses responsables ! — De même, la semaine suivante, le 3 avril, la Coordination nationale avait décidé (malgré l'opposition d'un grand nombre de dirigeants de la Coordination et notamment des JCR...) que la prochaine manifestation se rendrait au siège du SNES-FSU pour exiger qu'il appelle à la grève ; or, **là encore, cette décision, votée à la majorité, n'a pas été respectée : la manifestation du 8 avril ne s'est pas rendue au siège de la SNES ou de la FSU** — les responsables de la Coordination ayant préféré aller rencontrer gentiment les responsables des syndicats, qui les ont en fait menés en bateau. Or ce comportement constitue une grave faute politique : non seulement parce que le mandat démocratique n'a pas été respecté, mais aussi parce que la question centrale du mouvement lycéen, c'est bien que les enseignants le rejoignent, ce qui suppose de faire pression sur les dirigeants syndicaux pour les contraindre à appeler enfin à la grève !

TELLES SONT LES ANALYSES ET PROPOSITIONS DU Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

PROFITEZ DU PREMIER JOUR DES VACANCES : VENEZ EN DISCUTER : SAMEDI 23 avril, à 14 h.

Rdv. : Métro Place Monge (ligne 7), en haut de l'escalator. *Contacts : groupecri@free.fr ou 06 64 91 49 63.*